2017, Palestine, l’année des anniversaires et de la mobilisation solidaire

14 février 2017

Plus de 60 ans après la décolonisation et alors que les Etats-Unis ont mis fin, sous la présidence Obama, aux sanctions imposé à l’Iran et au blocus infligé à Cuba, une colonisation et un blocus d’une autre époque demeurent, en Palestine occupée par Israël.

Cette colonisation dure depuis des décennies et frappe les populations civiles au travers de punitions collectives illégales. Elle a pour but déclaré de s’approprier la terre et les ressources du peuple palestinien, en se débarrassant des Palestiniens eux -mêmes.

Le projet sioniste pensé par Herzl, établir une nation juive en Palestine, se concrétise lors du premier congrès sioniste en 1897.

La première guerre mondiale amène les puissances d'alors à des alliances contre l'empire ottoman et ce seront les accords Sykes-Picot de 1916 suivis immédiatement par la déclaration Balfour en 1917. La Grande-Bretagne a des visées précises sur cette région stratégique du Moyen-Orient où elle entend bien contrôler les voies vers l'Orient -dont le canal de Suez- et l'accès au pétrole qui prend déjà une grande importance. Elle « donne » alors la Palestine à la direction juive supposée jouer le rôle de supplétif. Jamais consultés, les Palestiniens sont ainsi spoliés, victimes d'une injustice historique majeure.

Cet intérêt de Londres pour la Palestine accouche d'un mandat de la Société des Nations aux Britanniques en 1921, tandis qu'en parallèle s'établit une structure juive quasi étatique, dont les milices jouent un rôle répressif majeur à l'encontre de la population autochtone.

Dans le même temps et à mesure que s'intensifient la colonisation et sa violence, l'identité palestinienne, d'abord noyée dans la grande identité arabe, se renforce et s'exprime dans de grandes actions populaires comme les grèves de 36-39, violemment réprimées par les troupes britanniques et les milices juives.

L'accélérateur du projet colonial sioniste, c'est la deuxième guerre mondiale et la folie génocidaire des nazis qui frappe particulièrement quelque 6 millions de juifs.

Pour que l'horreur ne se reproduise pas, les nations du monde créent les Nations unies à l'issue de la guerre en 1945. L'une de ses premières résolutions, la 194, consacrera la dépossession des Palestiniens : en 1947 l'ONU recommande la création d'un Etat juif sur la terre de Palestine, avec internationalisation de Jérusalem.

Les dirigeants sionistes s'attaquent alors à la population civile autochtone par la terreur paramilitaire tout en combattant les Britanniques. En mai 48 ils déclarent unilatéralement la création de l'Etat d'Israël, ce qui entraîne une guerre avec les Arabes voisins, et intensifie la terreur à l'encontre des Palestiniens. Centaines de morts, de villages détruits, centaines de milliers de familles contraintes à l'exode et l'exil, ce sont les années noires de la Nakba.

Celle-ci est suivie en 1967 par une autre catastrophe induite par la guerre de juin et la victoire israélienne contre les Arabes. L'occupation militaire de ce qui reste de la Palestine historique se met en place. Des milliers de Palestiniens viennent grossir les rangs des « réfugiés de 48 ».

C'est à Gaza en 1987 que le poids insupportable de l'occupation militaire fait jaillir la première intifada, révolte populaire massive violemment réprimée et qui aboutira aux accords d'Oslo de 93.

En 2007, c'est encore Gaza qui est frappée par un blocus quasi hermétique renforcé en 2013 par le pouvoir militaire égyptien. Durant ces 10 ans Israël mène 3 attaques militaires majeures contre la population assiégée.

2017 marque donc 100 ans de dépossession. Mais aussi de résistance.

Frappé de toutes parts, le peuple palestinien n'a pas plié tandis qu'au fil des décennies la solidarité s'organisait et se développait dans le monde. En France, la Plateforme Palestine, créée en 1993, en est un acteur majeur. Avec nos partenaires français, européens, palestiniens et israéliens anticolonialistes, nous allons affirmer cette solidarité tout au long de 2017. C'est une mobilisation qu'il faut absolument réussir. Tous les membres de la Plateforme sont appelés à participer activement à la campagne 2017 que nous avons décidée ensemble [note : programme]. Il s'agit d'informer l'opinion et les élus, de les mobiliser pour amener les décideurs à faire pression sur les autorités israéliennes. Une première mesure en France serait la reconnaissance de l'État de Palestine et des sanctions contre Israël tant qu'il viole le droit international.

100 ans après Lord Balfour, nous affirmons qu'une injustice centenaire est une insulte au droit international mais aussi à l'éthique et une tache sur l'honneur de celles et ceux qui laissent faire ou l'accompagnent.

Avec l’arrivée au pouvoir de Trump aux Etats-Unis, le retour dans le champ politique du Moyen-Orient de la Russie de Poutine et les incertitudes politiques en France, 2017 est l’année de tous les dangers. Elle doit être aussi celle de toutes les mobilisations pour le droit, pour la Palestine. La Plateforme Palestine entend y jouer pleinement son rôle.

Claude Léostic, Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > Qui sommes-nous ? > Le mot du Président >
- Adresse de cet article : http://www.plateforme-palestine.org/2017-Palestine-l-annee-des-anniversaires-et-de-la-mobilisation-solidaire